



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Un groupe de sénateurs exhorte l'Administration à s'opposer à l'extension de la dérogation aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre la Covid
2. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie
3. Les États-Unis et le Royaume-Uni formalisent leur coopération en matière d'application des sanctions

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden travaille sur de nouvelles mesures visant à renforcer la sécurité énergétique des États-Unis
5. L'Agence américaine de protection de l'environnement engage les travaux réglementaires sur les HFC après la ratification de l'amendement de Kigali
6. Les assurés qui prennent des mesures de prévention contre les incendies devront être récompensés par leur assureur en Californie

Transport et infrastructure

7. L'administration Biden souhaite accélérer la production domestique de batteries avec une enveloppe de 2,8 Md\$

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Face à un risque d'extinction, l'Alaska suspend la saison hivernale de pêche du crabe des neiges
9. L'USDA procède à un premier allègement de dette des agriculteurs en difficulté

Numérique et innovation

10. Le Texas poursuit Google pour sa collecte et son utilisation non autorisées de données biométriques
11. La Maison Blanche a organisé une réunion sur la cybersécurité des objets connectés

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Un groupe de sénateurs exhorte l'Administration à s'opposer à l'extension de la dérogation aux droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre la Covid

Dans une [lettre](#) datée du 19 octobre à la Représentante au Commerce américaine K. Tai, un groupe bipartisan de sénateurs a souligné les risques pour l'industrie pharmaceutique américaine que représenterait une extension de la dérogation à l'accord ADPIC pour les vaccins contre la Covid agréée lors de la dernière réunion ministérielle de l'OMC en juin dernier.

Selon ces sénateurs, la proposition d'étendre cette dérogation aux traitements et diagnostics Covid pourrait affecter la capacité des entreprises à financer la recherche et le développement dans ce secteur et avoir un impact « dévastateur » sur l'accès du public aux traitements médicaux, au-delà de la pandémie de Covid.

Tout en demandant des précisions sur le périmètre des discussions actuellement en cours à l'OMC, les sénateurs ont indiqué que les entreprises américaines étaient prêtes à agir pour améliorer l'accès mondial aux traitements et diagnostics Covid via des accords de coopération. Les sénateurs ont par ailleurs souligné que nombre de pays soutenant l'extension de cette dérogation n'avaient en réalité pas de difficulté à satisfaire leur demande interne pour de tels traitements.

2. Les États-Unis adoptent de nouvelles sanctions contre la Russie

Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 19 octobre un réseau russe fournissant des technologies sensibles d'origine américaine à des entités ou citoyens russes à des fins militaires. La décision a été prise en coordination avec le Département américain de la justice et le FBI. Yury Yuryevich Orekhov et deux de ses entreprises (NDA GmbH et Opus Energy Trading) sont ainsi ajoutés sur la liste SDN (*Specially Designated Nationals And Blocked Persons List*) qui identifie les biens et entités sous sanctions. Les technologies d'origine américaine fournies comprennent notamment des semi-conducteurs et microprocesseurs avancés utilisés dans les avions de chasse ou dans les systèmes de missiles balistiques et hypersoniques. Le Département du Trésor souligne que des composants américains achetés par Orekhov ont été trouvés dans des armes russes en Ukraine.

Par ailleurs, une délégation du Département du Trésor s'est [rendue](#) en Turquie du 17 au 19 octobre pour échanger avec les autorités turques sur l'application des sanctions et des règles de contrôle-export visant la Russie. L'importance du partenariat entre les États-Unis et la Turquie pour empêcher le contournement des sanctions a été rappelé. Le 17 octobre, le Secrétaire américain adjoint au Trésor, Wally Adeyemo, a également [exprimé](#) au ministre des finances des Émirats Arabes Unis ses craintes concernant les tentatives russes pour contourner les sanctions.

3. Les États-Unis et le Royaume-Uni formalisent leur coopération en matière d'application des sanctions

Le Département du Trésor américain a [communiqué](#) le 17 octobre sur un cycle d'échanges techniques qui s'est conclu le 13 octobre entre les agences américaine et britannique chargées de la mise en œuvre des sanctions: l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) côté américain et l'OFSI (*Office of Financial Sanctions Implementation*) côté britannique. Ces agences soulignent la complexité croissante des sanctions dont l'efficacité dépend de leur bonne mise en œuvre et insistent sur la proximité des régimes américain et britannique.

Concrètement, au cours des prochains mois, l'OFAC et l'OFSI vont continuer à échanger sur les bonnes pratiques et « *renforcer leurs relations de travail à tous les niveaux* ». Les deux agences travaillent déjà à développer des approches communes pour faire face aux menaces cyber et à l'utilisation des actifs virtuels pour contourner les sanctions.

Brèves

- Les États-Unis et la Pologne ont [relancé](#) leur dialogue économique et commercial bilatéral à l'occasion du déplacement d'une délégation du Département au Commerce américain à Varsovie le 17 octobre.
- Le Département au Commerce a [salué](#) la conclusion le 14 octobre de plusieurs « partenariats commerciaux » entre des entreprises américaines et taiwanaises (notamment dans les secteurs des énergies propres et de l'économie numérique), dans le cadre du TTIC (*Technology Trade and Investment Collaboration*) [lancé](#) par les États-Unis et Taiwan en décembre 2021.

Climat- Énergie - Environnement

4. L'administration Biden travaille sur de nouvelles mesures visant à renforcer la sécurité énergétique des États-Unis

Le président Biden a [annoncé](#) le 18 octobre que son administration travaillait sur de nouvelles mesures visant à renforcer la sécurité énergétique des États-Unis, à encourager la production et à réduire les coûts des énergies. Ainsi, le *Department of Energy* (DOE) a publié un [avis de vente](#) de 15 millions de barils de la réserve stratégique de pétrole (SPR) qui seront livrés en décembre. Le Président annonce également que l'administration a l'intention de reconstituer sa réserve stratégique de pétrole brut lorsque les prix seront dans une fourchette de 67 \$ à 72 \$ le baril. Enfin, le Président demande aux entreprises de répercuter immédiatement la baisse des coûts des matières premières énergétiques aux consommateurs. Selon la Maison Blanche, le bénéfice que les entreprises de raffinage de l'énergie réalisent actuellement sur chaque gallon d'essence est environ le double de ce qu'il est habituellement à cette époque de l'année, et la marge du détaillant sur le prix de raffinage est supérieure de plus de 40 % au niveau habituel. Ces marges bénéficiaires accrues maintiennent les prix à la pompe plus élevés qu'ils ne devraient être. Le Président Biden juge inacceptable de maintenir des prix élevés alors que les coûts des intrants diminuent.

5. L'Agence américaine de protection de l'environnement engage les travaux réglementaires sur les HFC après la ratification de l'amendement de Kigali

L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) cette semaine des mesures supplémentaires pour éliminer progressivement les hydrofluorocarbones (HFC). Cette mesure est jugée cruciale par l'EPA pour répondre à l'agenda climatique du Président Biden tout en faisant progresser la fabrication et l'innovation américaines. L'EPA a publié une proposition de règlement pour mettre en œuvre la prochaine étape de l'élimination progressive des HFC, une réduction ambitieuse de 40 % par rapport au début des années 2010, à compter de 2024. La proposition fait suite à l'approbation par le Sénat de la ratification de l'amendement de Kigali au

Protocole de Montréal qui traite de la fin de l'utilisation des HFC.

6. Les assurés qui prennent des mesures de prévention contre les incendies devront être récompensés par leur assureur en Californie

[La Californie vient d'adopter](#) la première législation américaine imposant l'octroi d'une récompense financière aux assurés qui prennent des mesures préventives contre les incendies. Les compagnies d'assurance ont ainsi l'obligation de prendre en compte la mise en œuvre de mesures de prévention dans la fixation de leurs primes d'assurance. La liste de ces mesures a été fixée par le département des assurances de Californie, dirigé par le Commissaire Ricardo Lara, en lien avec les autres agences étatiques chargées de la protection des personnes. Cette liste comporte des mesures très concrètes, comme la mise aux normes des bâtiments (toitures – Class-A roof – ou parois vitrées) ou la protection des abords du bâtiment (suppression de tout débris ou végétation sous les terrasses). Elle est le fruit d'un retour d'expérience des premiers secours sur les bonnes pratiques observées et des dernières recherches académiques en matière de protection anti-feu. En outre, les assureurs ont l'obligation de communiquer un score relatif au risque incendie à chaque assuré et indiquer les éventuelles mesures qui peuvent être mises en œuvre pour l'améliorer avec l'indication du gain financier qui en serait induit. Un droit de contestation de cette évaluation est ouvert aux assurés.

Moins de la moitié des compagnies d'assurance propose une telle prise en compte des mesures de prévention dans leur tarification. Les assureurs ont à présent 180 jours pour transmettre la mise à jour de leur politique tarifaire au département des assurances.

Brèves

- [Selon l'US EIA](#), les factures de gaz naturel augmenteront dans toutes les régions des États-Unis cet hiver. L'US EIA prévoit que les ménages qui utilisent le gaz naturel dépenseront en moyenne 931 \$ pour se chauffer cet hiver (octobre-mars), soit 28 % (ou 206 \$) de plus que l'année dernière. Le gaz naturel est le combustible principal de chauffage pour 47 % des foyers américains.

Transport et Infrastructure

7. L'administration Biden souhaite accélérer la production domestique de batteries avec une enveloppe de 2,8 Md\$

Le président Biden a [annoncé](#) le 19 octobre que le *Department of Energy* (DOE) a finalisé les accords pour des subventions à hauteur de 2,8 Md\$ pour accélérer la production domestique de batteries électriques. Ces subventions sont accordées à 20 entreprises pour des projets couvrant 12 États. Les budgets sont issus de la loi bipartisane sur les infrastructures. Conjointement, le Président Biden a annoncé l'*American Battery Materials Initiative*, qui vise à garantir un approvisionnement fiable et

durable en minerais critiques pour les technologies propres, notamment les véhicules électriques.

La loi bipartisane sur l'infrastructure, la loi CHIPS & Science et l'*Inflation Reduction Act* combinés devraient permettre de mobiliser plus de 135 Md\$ pour établir une filière américaine des véhicules électriques, y compris l'approvisionnement et le traitement des minerais critiques et la fabrication de batteries.

Cette initiative, dirigée par le [DOE](#), s'appuiera sur le *Partnership for Global Infrastructure and Investment* (PGII) et les travaux en cours du Department of State (DoS).

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. Face à un risque d'extinction, l'Alaska suspend la saison hivernale de pêche du crabe des neiges

Le département de la Pêche et de la Chasse de l'Alaska a [annoncé](#), le 10 octobre, l'annulation de la saison 2022/2023 de récolte du crabe des neiges, en raison d'un risque de surpêche lié à la disparition de 90 % de sa population dans la mer de Béring orientale en quatre ans. Le manque à gagner pour l'industrie serait estimé à près de 200 M\$, alors que l'Alaska fournit 6 % des crabes du monde. L'an dernier, elle n'avait enregistré que 2 540 tonnes de crabes pêchés, soit la plus petite récolte en quarante ans. Le secteur avait également dû faire face à l'annulation de la saison de pêche des crabes royaux pour la même raison. Si certains scientifiques tentent d'expliquer ce déclin par la migration des crabes vers les eaux russes, d'autres pointent du doigt le réchauffement climatique.

9. L'USDA procède à un premier allègement de dette des agriculteurs en difficulté

Dans le cadre d'un programme d'aides financières aux agriculteurs défavorisés, l'USDA a [annoncé](#), le 18 octobre, un premier allègement de dette de 1,3 Md\$ au bénéfice de 36 000 emprunteurs agricoles. Défini dans l'*Inflation Reduction Act*, ce plan d'assistance d'un montant total de 3,1 Md\$ vise à remplacer une disposition désormais abrogée de l'*American Rescue Plan*. En effet, alors que ce dernier avait pour objectif d'accompagner

spécifiquement les agriculteurs de couleur, historiquement discriminés par l'USDA dans l'accès aux crédits, le texte a été attaqué en justice par les agriculteurs blancs pour discrimination à leur encontre. Le nouveau programme adopté, aux conditions d'accès cette fois-ci strictement économiques, comprend ainsi :

- 600 M\$ destinés à régulariser la situation de 11 000 agriculteurs et éleveurs en retard de paiement ;
- 200 M\$ à destination de 2 100 autres confrontés à la saisie de leur exploitation ;
- 66 M\$, financés par des fonds d'aide contre la Covid-19, à destination de 7 000 emprunteurs ayant retardé leur paiement en raison de la pandémie ;
- 330 M\$ à destination de cas considérés comme complexes car affectés, par exemple, par des faillites ;
- 175 M\$ à destination de 14 000 personnes susceptibles d'être prochainement en défaut de paiement.

En moyenne, le montant de l'allègement s'élève à 52 000 \$ pour un emprunteur direct de l'USDA, 101 000 \$ pour le bénéficiaire d'un prêt géré par le département du Trésor et 172 000 \$ pour le bénéficiaire d'un prêt garanti par l'USDA. Ce nouveau plan est fortement critiqué par des agriculteurs de couleur, qui ont déposé, le 10 octobre, un [recours collectif](#) contre le gouvernement fédéral pour avoir abrogé le programme d'aide initial.

Numérique et Innovation

10. Le Texas poursuit Google pour sa collecte et son utilisation non autorisées de données biométriques

Le 20 octobre, le procureur général du Texas, Warren Kenneth Paxton Jr., a lancé une poursuite judiciaire contre Google, alléguant que l'entreprise avait collecté et utilisé les données biométriques de millions de Texans sans obtenir correctement leur consentement éclairé. La [plainte](#) allègue que Google aurait collecté des millions d'identifiants biométriques, y compris des empreintes vocales et des enregistrements de la géométrie du visage, par le truchement de ses produits et services tels que Google Photos, Google Assistant et Nest Hub Max. Selon la plainte, l'exploitation commerciale par Google des informations personnelles des Texans contreviendrait aux dispositions de la loi texane *Capture or Use of Biometric Identifier Act*. « La collecte aveugle par Google des informations personnelles des Texans, y compris des informations très sensibles comme les identifiants biométriques, ne sera pas tolérée », a déclaré le procureur général du Texas. Celui-ci, qui se positionne comme l'un des critiques les plus virulents de l'industrie numérique, avait déjà attaqué Google à de nombreuses reprises, notamment pour allégation de pratiques anticoncurrentielles ou pour collecte de données de localisation.

11. La Maison Blanche a organisé une réunion sur la cybersécurité des objets connectés

Le 19 octobre, la Maison Blanche a [réuni](#) des dirigeants du secteur privé, des institutions universitaires et du gouvernement américain pour faire avancer un programme national de labellisation en matière de cybersécurité pour les objets connectés. Cette initiative constitue un élément clé dans le renforcement de la cybersécurité, priorité affichée de l'administration Biden-Harris. Elle vise à s'assurer que les objets connectés, tels que les appareils électroménagers intelligents, soient protégés contre les menaces cyber. Selon la Maison Blanche, un programme de labellisation pour sécuriser ces appareils offrirait aux consommateurs américains la tranquillité d'esprit que la technologie introduite dans leur foyer est sûre et inciterait les fabricants à respecter des normes de cybersécurité plus élevées et les détaillants à commercialiser des appareils sécurisés. Le dialogue du 19 octobre s'est concentré sur la meilleure façon de mettre en œuvre un

programme national de labellisation en matière de cybersécurité, d'améliorer les normes de sécurité pour les appareils connectés à Internet et de créer un label mondialement reconnu. Ces échanges s'appuient sur le travail lancé par le secteur privé et le *National Institute of Standards and Technology* (NIST) pour aider à créer des appareils connectés à Internet plus sécurisés. Il fait également suite au décret exécutif du président Biden sur l'amélioration de la cybersécurité nationale, qui a souligné la nécessité d'améliorer la sécurité de l'internet des objets et a chargé le NIST, en partenariat avec la *Federal Trade Commission*, d'améliorer les normes de cybersécurité et d'harmoniser la labellisation de ces appareils en matière de cybersécurité. Sur la base des discussions du 19 octobre, la Maison Blanche continuera à développer le programme national de labellisation en cybersécurité pour un déploiement prévu au printemps 2023.

Brèves

- Le 19 octobre, le Bureau du procureur général de Washington DC a [rappelé](#) la publication d'une alerte de juin 2022 sur la protection de la confidentialité des données des personnes sollicitant une IVG, à la suite d'une affaire dans laquelle les messages Facebook d'une femme du Nebraska sollicitant une IVG avaient conduit à l'ouverture de poursuites pénales. Le Bureau du procureur général met tout particulièrement en garde contre les risques d'envoyer ou de recevoir des informations sensibles, y compris sur l'accès à l'IVG, par e-mail, SMS ou application de messagerie non cryptées, telles que Facebook.
- Le 19 octobre, Uber a officiellement lancé sa division publicitaire et dévoilé son expérience publicitaire intégrée, Journey Ads, dans le but de générer plus de revenus. La société a annoncé qu'elle vendrait des espaces publicitaires dans ses applications de covoiturage et Uber Eats, des publicités numériques dans les véhicules, ainsi que des e-mails sponsorisés.
- Le 17 octobre, Stability AI, société basée à San Francisco et à Londres qui finance le développement de systèmes open source de génération de musique et d'images comme Dance Diffusion et Stable Diffusion, a annoncé qu'elle avait levé 101 M\$ lors d'un tour de financement mené par Coatue and Lightspeed Venture Partners avec la participation d'O'Shaughnessy Ventures LLC. Cette levée de

fonds valorise l'entreprise à 1 Md\$. Elle intervient dans un contexte où la demande de génération de contenu alimentée par l'IA s'accélère.

- Le 17 octobre, Parler Technologies a annoncé avoir conclu un [accord de principe](#) pour vendre Parler à Ye (anciennement connu sous le nom de Kanye West). Parler est une plateforme de médias sociaux qui se présente comme une alternative pro-liberté d'expression à Twitter. L'accent mis par Parler sur la liberté

d'expression en a fait un lieu d'expression pour les théoriciens du complot. La plateforme a notamment été accusée d'avoir aidé les émeutiers à planifier et à coordonner la prise d'assaut du Capitole le 6 janvier 2021. La nouvelle de l'acquisition survient un peu plus d'une semaine après l'exclusion de Ye des plateformes Instagram et Twitter pour la publication de déclarations antisémites.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

S'Inscrire